



DGAP – IGAP :

Fumisterie institutionnelle, mascarade administrative et péril disciplinaire !

secretariat.federation@ufap.fr

Le 05 décembre 2025

Lors du CSA Ministériel du 27 novembre 2025 la création de la **Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire (DGAP)** a été soumise pour avis et présentée comme la réforme miracle de notre administration.

La vérité, c'est qu'il s'agit d'une opération de communication, d'une coquille vide, **sans aucun impact sur le terrain, sans aucun effet pour les personnels, sans aucune réponse aux maux qui ravagent nos services.**

DGAP : on change l'enseigne... sans aucun changement de réalité !

Nous le disons clairement :

- Aucun renfort en effectif dans les services centraux déjà exsangues, sous-dotés et noyés sous les dossiers,
- Aucun soutien aux services déconcentrés qui tiennent encore debout par miracle,
- Aucun effet sur les conditions de travail des personnels, ni en détention, ni dans les bureaux, ni dans les PREJ, ni dans les SPIP, ni dans aucun service du territoire hexagonal et d'Outre-Mer.

La **DGAP ne supprimera pas une seule des 4 000 vacances d'emplois** qui asphyxient la pénitenciaire. La **DGAP n'arrêtera pas les 5 000 agressions physiques** subies chaque année par les personnels.

Rien, strictement rien.

Direction générale : l'art de créer des postes dorés et de favoriser l'entre-soi !

La **DGAP**, dans sa forme actuelle, n'est **qu'une « sauterie de directeurs »**, un entre-soi hiérarchique où certains, au passage, récolteront quelques beaux billets au nom de cette création.

Pendant que les personnels encaissent la violence, les sous-effectifs, les horaires démentiels, la misère matérielle, **d'autres se partagent évolutions de carrière fulgurantes et revalorisations salariales sur place.**

Quelle HONTE !

L'affront ira jusqu'à tenter de nous faire avaler que l'existence d'un "Directeur Général" suffira à faire pencher des arbitrages financiers en faveur de l'AP. Comme si, soudain, les milliards, les postes, les moyens allaient pleuvoir, et que tous les maux de la pénitenciaire disparaîtraient comme par magie.

Mais il y a encore pire : l'IGAP !

Vrai retour en arrière : **la résurrection d'une Inspection des Services Pénitentiaires**, déjà connue et honnie, fait partie intégrante du pack DGAP ! Le DAP aura à sa main une inspection, **un bras disciplinaire** pour punir les agents !

L'IGAP, ou comment ressusciter l'Inspection sous un autre sigle pour faire illusion : celle qui servait à **couper les têtes**, celle qui cherchait le coupable idéal, celle qui s'acharnait sur les "lampistes", sur les petites mains, sur celles et ceux qui ouvrent les portes, qui gèrent les flux, qui traitent les dossiers, celles et ceux qui font tourner la maison pénitentiaire au quotidien...

Un retour vers **les heures sombres** de notre administration : auditions forcées avec des agents enfermés de longues heures dans des bureaux, méthodes inquisitoires et enquêtes à charge, pressions morales pour qu'en définitive seul le terrain passe à la caisse à la place des décideurs

L'UFAP UNSa Justice ne laissera **JAMAIS** revenir ces pratiques brutales et inacceptables.

Et quelle honte de voir FO justice voter POUR !

Oui, **le syndicat soi-disant historique** de la pénitentiaire, fidèle suiveur et serviteur de l'administration, n'a pas hésité un instant pour valider ce retour de l'Inquisition.

Une honte, une trahison, une soumission totale !

Cela confirme, une fois de plus, **cette collaboration permanente et infâme, entre l'administration et ses accompagnateurs dociles**, qui ne font que vendre aux personnels la misère portée par leur directeur.

Alors que nos collègues attendent dignité, sécurité, moyens, reconnaissance, ce syndicat cautionne l'installation d'une machine à broyer les agents.

L'UFAP UNSa Justice a voté CONTRE et nous l'assumons !

Parce que cette DGAP ne résout rien, parce que cette IGAP menace tout, parce que la pénitentiaire mérite des actes, pas une réorganisation administrative vendue comme une révolution.

L'UFAP UNSa Justice refuse qu'on dote demain l'administration **d'une guillotine moderne**, prête à s'abattre sur les personnels plutôt qu'à analyser les défaillances institutionnelles de manière indépendante.

Ce que veulent les personnels, ce que nous défendons :

- Un plan massif de recrutements,
- Des moyens matériels,
- De la sécurité,
- Une politique cohérente,
- De la considération,
- Et un respect constant de nos métiers et de notre professionnalisme.

La DGAP et l'IGAP ne feront jamais illusion : face à cette mascarade, l'UFAP UNSa Justice restera le rempart des Personnels !

Le secrétaire général,
Alexandre CABY